

LES AUTOCHTONES D'ORIGINE ALGONQUINE À VAL-D'OR : DES MIGRANTS OU DES CITADINS ?

Christiane Montpetit

Département d'anthropologie
Université de Montréal

A propos de l'Amérindien en milieu urbain, une caricature des plus grossières subsiste : ivrogne qui passe son temps à boire en groupe dans les bars ou les rues du centre-ville; culturellement déphasé, friand de nature, de gibier et de liberté, il ne peut être à l'aise sur du béton. Ce portrait n'est pourtant pas un juste reflet de la réalité. Depuis les forêts tropicales brésiliennes jusqu'aux déserts glacés de l'Arctique-Nord, le monde autochtone d'Amérique, nomade ou sédentaire, forme une mosaïque culturelle. De la même manière, et plus près de nous, cette diversité culturelle et sociale se reflète dans les réponses des autochtones aux impératifs de l'urbanisation.

L'URBANISATION DES AUTOCHTONES

Tant aux États-Unis qu'au Canada, il s'est produit, depuis une vingtaine d'années, une augmentation croissante de la population autochtone¹ en milieu urbain². Ce phénomène est assez bien documenté, quoique la littérature anthropologique et sociologique sur l'urbanisation des autochtones porte surtout sur les grandes cités des États-Unis et du Canada anglais³. La situation dans les villes québécoises est peu connue, tout comme celle des villes américaines ou canadiennes de plus petite dimension, situées le plus souvent près des réserves.

Alors que le « problème amérindien » des « mégacités » a déjà fait couler beaucoup d'encre, il vaudrait la peine de s'intéresser à la diversité des adaptations chez

les autochtones des milieux urbains, mise en lumière par un courant moins « culturaliste », ainsi qu'à la situation particulière de l'urbanisation des autochtones dans une ville proche de leur réserve⁴.

Le propos ici est de décrire une telle situation, où deux populations autochtones, dans un même contexte urbain familial, vivent de façon différente l'intégration. Ayant entrepris à l'automne 88 une étude⁵ de l'urbanisation des autochtones d'origine algonquine à Val-d'Or, en Abitibi, les divers facteurs expliquant leur présence en ville et leur possibilité de s'y intégrer me préoccupaient. Or, des dissimilitudes entre Algonquins originaires des réserves et Métis d'origine algonquine nés dans des villages ou des villes de l'Abitibi-Témiscamingue ne manquèrent pas de me frapper. À prime abord, les Métis n'apparaissent pas comme un groupe si différent des Amérindiens des réserves : en ville, ils travaillent avec les Algonquins et les Cris dans les organismes autochtones; plusieurs partagent avec les Amérindiens une orientation idéologique et politique nationaliste. Enfin, ils rencontrent fréquemment les mêmes problèmes socio-économiques. Au cours de mon séjour, je notai toutefois certains comportements distincts. Leur degré de participation aux activités sociales et récréatives destinées à la population autochtone, leur perception de la vie urbaine, leurs projets et leurs mouvements de retour dans les milieux d'origine diffèrent.

En fait, deux types d'expérience urbaine caractérisent la population autochtone d'origine algonquine. Contrairement aux Algonquins, qui perçoivent la vie en milieu urbain comme une nécessité temporaire – le temps de poursuivre des études ou d'exercer un emploi que la

réserve ne peut offrir –, les Métis sont beaucoup plus portés à s'enraciner en ville. Ce rapport différent qu'ils entretiennent avec la ville s'explique en grande partie par leurs antécédents de vie et de travail dans le monde des Blancs, ainsi que par la relation établie avec leurs milieux d'origine.

L'adaptation des autochtones au milieu urbain n'est pas un processus uniforme, contrairement à l'image véhiculée par les tenants de la perspective de l'acculturation (Hawthorn 1966; Nagler 1970; Graves 1970; Roy 1962; Chadwick et Stauss 1975; Paredes 1973; Holden 1969). Pendant longtemps, les chercheurs ont considéré les traits culturels, l'origine rurale et traditionnelle des autochtones comme un obstacle incontournable à l'adaptation au milieu urbain.

Dans cette perspective, une seule solution à la réussite de leur adaptation urbaine : l'abandon de ces comportements ruraux et traditionnels. L'urbanisation, perçue comme une force dirigeant les sociétés vers de soi-disant niveaux plus élevés d'organisation, détruirait de telles formes moins complexes. Pas surprenant que, dans un proche passé, les principales préoccupations des chercheurs aient porté sur les divers problèmes socio-économiques des autochtones. On tenait là la preuve irréfutable de l'effet désorganisateur du milieu urbain sur ces collectivités et sur leurs membres.

Or, il y a lieu de se méfier : comment attribuer au seul processus d'adaptation au milieu urbain la source de tous les problèmes socio-économiques connus par les autochtones? En effet, ces derniers existent dans les réserves mêmes, c'est-à-dire bien avant la migration : ils ont donc des racines profondes (Honigsmann 1965, 1968; Balikci 1968; Dunning 1964). En outre, toute cette question de la tradition et de la ruralité, entrave supposée à la réussite de l'urbanisation, doit être réévaluée. Dans de nombreuses réserves, les vieilles traditions se perdent, et la vie a pris une dimension urbaine et « moderne ». Même dans les réserves situées en zones rurales ou isolées, telles les réserves algonquines de l'Abitibi-Témiscamingue, rares sont les Amérindiens qui n'ont pas eu un contact quelconque avec le milieu urbain. Un jour ou l'autre, ils y viennent pour étudier, travailler, s'approvisionner ou tout simplement pour s'amuser. Par ailleurs, une partie de la population autochtone que l'on retrouve dans les villes, tels les Métis et Indiens sans statut, provient, non pas des réserves, mais des villages ou des villes où ils y résident depuis fort longtemps. À la lumière de ces faits, on ne peut donc généraliser la portée de la tradition et de la ruralité à tous les migrants autochtones.

Quelques chercheurs se sont intéressés à la diversification de l'expérience urbaine des autochtones. En fait, plusieurs de ces derniers vivent en milieu urbain tout en préservant les fondements de ce qui constitue leur iden-

tité autochtone. Ils s'organisent une vie collective autour de quartiers, d'écoles, d'organisations politiques ou culturelles qui leur sont propres; ils ne présentent aucun des symptômes classiques associés au « problème amérindien ». C'est une population autochtone urbaine diversifiée du point de vue socio-économique, qui se distingue suivant les antécédents culturels, le lieu d'origine, le type d'occupation et l'orientation politique (Tax 1978; Stanley et Thomas 1978; Dosman 1972; Guillemain 1975; Einhorn 1973; Garbarino 1971; Mucha 1983 et 1984). De plus, le milieu urbain n'entraîne pas la disparition automatique de tout mode dit « traditionnel » : pratique de la médecine ancestrale (Waldrum 1990) et pratiques spirituelles et cérémonielles (Einhorn 1973; Krutz 1973) persistent toujours.

Bien que dans l'ensemble les populations autochtones aient été confrontées à des événements semblables, il semble donc que chaque ethnie connaisse une histoire spécifique de contacts avec la population dominante. En milieu urbain, cela s'exprime par des différences quant aux modes de vie et aux problèmes particuliers auxquels les migrants autochtones peuvent être confrontés. Pour bien saisir cette diversité, il est utile d'adopter une perspective qui tienne compte des antécédents historiques et culturels de la population étudiée et de la vie des migrants (fréquence et durée des déplacements vers les villes, scolarisation en milieu urbain, expérience de travail, etc.), car ils influencent l'intégration. Dans cette nouvelle perspective, j'ai tenté de mieux comprendre l'expérience urbaine de la population autochtone d'origine algonquine de passage ou résidant à Val-d'Or.

Cet article identifiera certains aspects de l'urbanisation des autochtones et insistera plus particulièrement sur l'expérience différente vécue par les Algonquins originaires des réserves et par les Métis originaires de Belleterre, au Témiscamingue, qui ont participé à mon enquête. Pour mieux comprendre ces différences observées en milieu urbain, il importe d'abord de faire le survol de l'histoire récente des Algonquins et des Métis de l'Abitibi-Témiscamingue.

LES RÉSERVES ALGONQUINES

Dès la fin du XIX^e siècle, les populations amérindiennes du sud du Québec participaient à l'économie industrielle tandis que celles du centre du Québec, telles les Montagnais, les Algonquins et les Cris, étaient affectées beaucoup plus tardivement par le développement urbain et industriel. Progressivement, le déboisement de leurs territoires de chasse et de piégeage par les industries forestières et minières, de même que la

baisse du prix des fourrures, a poussé plusieurs Amérindiens, surtout depuis les années 50, à recourir au travail salarié afin d'obtenir un revenu nécessaire ou complémentaire. Mais depuis, la plupart du temps ils ne peuvent compter que sur des emplois occasionnels et saisonniers dans les domaines de l'exploration minière, de la coupe de bois ou de la pêche commerciale, ou comme guides de chasse et de pêche (Laplante 1979a; Lambert 1979).

Jusqu'à tout récemment, les Algonquins avaient pu maintenir une grande partie de leurs activités sociales et culturelles dans le contexte d'une économie de piégeage. Aujourd'hui, la sédentarisation dans les réserves est pratiquement complétée, et celles-ci ne semblent malheureusement pas échapper au triste sort de la pauvreté et des problèmes sociaux qui caractérisent les réserves en général. C'est du moins le portrait qui ressort de certains documents (Kistabish 1982, 1987; Statistique Canada 1988; Couture 1983) et des témoignages des Algonquins qui ont participé à mon enquête.

Dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Outaouais québécois, plus de 4 000 Algonquins forment actuellement neuf communautés dont sept ont le statut de réserves indiennes : soit, pour les Algonquins du Nord, Grand-Lac-Victoria, Lac-Simon, Winneway, Pikogan et Témiscamingue, et pour les Algonquins du Sud, Kipawa, Wolf Lake, Lac-Rapide et Maniwaki (Québec 1988). La plupart des réserves algonquines du Nord ont été établies récemment, vers la fin des années 50 et au début des années 60. L'exploitation forestière ou minière, le développement hydro-électrique, les règlements de chasse gouvernementaux en territoires algonquins et l'instauration d'une loi promulguant l'instruction obligatoire des enfants amérindiens ont forcé plusieurs familles à abandonner leurs campements pour s'établir sur ces sites qui devinrent des réserves. L'exception dans les communautés algonquines du Nord est la réserve de Témiscamingue qui fut fondée en 1853. En effet, les Algonquins du Témiscamingue furent affectés beaucoup plus tôt que ceux de l'Abitibi par la colonisation et les activités forestières (Laplante 1979a; Québec 1988).

Dans l'ensemble, l'économie de ces réserves est aujourd'hui peu développée : les Algonquins ne vendent plus que quelques fourrures et un peu d'artisanat. Selon les données du recensement de 1986 (Statistique Canada 1988), ils dépendent en grande partie des programmes gouvernementaux fédéraux. Le taux de chômage est élevé, particulièrement chez les jeunes de 15 à 24 ans, où il atteint 50 à 75 % au lac Simon et à Pikogan. En fait, il n'existe pratiquement pas d'emplois dans les réserves. Chacune d'elles n'offre en moyenne qu'une trentaine d'emplois permanents rattachés au Conseil de bande ou par l'intermédiaire des programmes gouvernementaux. Pour travailler, on doit aller à l'extérieur, dans le domaine

de la foresterie et de la construction. Comme dans la plupart des communautés amérindiennes, la population algonquine est peu scolarisée : la majorité des plus de 15 ans n'a pas complété leur neuvième année. On remarque le surpeuplement et l'insalubrité parmi nombre de logements qui entraînent de multiples problèmes de santé (Kistabish 1982, 1987; Statistique Canada 1988).

Ces conditions socio-économiques difficiles conduisent certains Algonquins à quitter la réserve pour s'établir en milieu urbain. Toutefois, il semble que ce phénomène migratoire vers les milieux urbains, fût-il temporaire ou définitif, soit encore peu répandu. D'abord, il concerne seulement les générations sédentarisées depuis la naissance, et, nous l'avons vu, cela s'est produit dans un passé assez récent. Les aînés, qui ont passé la majeure partie de leur vie en forêt et ont une connaissance réduite du français ou de l'anglais, entretiennent peu de contacts avec les milieux urbains, hormis comme visiteurs ou leaders engagés dans les mouvements amérindiens. Aussi le phénomène concerne-t-il une population relativement jeune de moins de 40 ans.

Même parmi ce groupe d'âge, on ne peut dire qu'il y ait de nombreuses migrations de travail⁶. Plusieurs des Algonquins rencontrés mentionnent n'avoir que peu de parents ou d'amis qui ont quitté la réserve pour s'établir en milieu urbain, à Val-d'Or ou ailleurs. Bien que l'envie de quitter la réserve en tenaille plusieurs, les jeunes seraient craintifs face au monde non autochtone. Leur scolarisation est marquée de mauvais souvenirs, car ils ont subi une éducation mal adaptée à leur réalité et des rapports entachés de discrimination avec les Blancs. Leur faible scolarisation et leur manque d'expérience de travail les préparent mal au marché du travail. Or, la structure de l'emploi à Val-d'Or et dans la région exige surtout une main-d'œuvre qualifiée et spécialisée dans le domaine minier et dans le secteur des services. Les Algonquins qui sortent des réserves forment ainsi une petite minorité, souvent plus scolarisée ou engagée dans les affaires politiques, ce qui a leur donné l'avantage d'avoir de bonnes relations pour se dénicher un emploi dans un organisme autochtone ou à clientèle autochtone qui sont, nous le verrons, les principaux employeurs. Même dans un contexte où le chômage et la pauvreté prédominent, les Algonquins ne peuvent donc tous actualiser leurs projets de migration.

Par ailleurs, d'autres souhaitent demeurer dans la réserve. Ainsi, un document réalisé par de jeunes Algonquins de différentes réserves exprime leur attachement à leurs communautés et cela, malgré les difficultés et les tensions sociales si vives dans les réserves : taux de chômage très élevé, assistance sociale, délinquance juvénile, abus de drogues et d'alcool, violence faite aux femmes, pour n'en citer que quelques-unes. Plutôt que d'opter

pour l'émigration, ils préféreraient de beaucoup le développement d'emplois à l'intérieur de la communauté (Rankin, McKenzie et McDougall 1985). Parmi les Algonquins qui ont justifié leur migration en invoquant l'impossibilité de vivre dans de telles conditions, certains sont retournés sans hésiter dans la réserve dès qu'ils ont perdu leur emploi. Par choix, par obligation ou faute de mieux, les réserves semblent encore le principal point d'attache des Algonquins.

Si aucun changement ne survient dans les réserves, il est probable qu'avec les années, les destinations et les réseaux de migration vont s'élargir. En attendant, les jeunes écotent; exclus des rares emplois disponibles que se réservent les plus âgés, et faute de scolarité, de formation et d'expérience de travail, ils ne savent pas très bien à quel type d'emploi ils pourraient accéder à l'extérieur.

LES VILLAGES MÉTIS

Bien qu'il soit difficile de dénombrer la population des Métis et Indiens sans statut de l'Abitibi-Témiscamingue, une enquête d'Emploi et Immigration Canada évalue sa composition en 1976 à 1119 individus (Gauvreau *et al* 1982). Les Métis et Indiens sans statut partagent avec le reste de la population autochtone plusieurs caractéristiques socio-économiques et nombre de problèmes connexes. Mais contrairement aux Indiens inscrits, ils ne bénéficient pas de l'aide accordée par les gouvernements. Depuis quelques années toutefois, plusieurs d'entre eux ont retrouvé ce statut avec la loi C-31. Des études réalisées par l'Alliance laurienne des Métis et Indiens sans statut (ALMISS) en 1975 ont révélé que la grande majorité des Métis et Indiens sans statut vit des conditions lamentables de santé, de revenu et d'habitation. Ces autochtones sont localisés surtout dans des villages ou des petites villes près des réserves (Chalifoux 1975). En milieu rural, leur situation socio-économique est semblable à celle des Amérindiens des réserves. Plusieurs vivent d'assistance sociale et sont aux prises avec les problèmes qui accompagnent souvent l'insuffisance de revenu : criminalité, délinquance juvénile, abandon scolaire et perte d'emplois (Gendron 1983). Toutefois, les Métis et les Indiens non inscrits des milieux urbains connaissent de meilleures conditions que les Indiens inscrits en ce qui a trait à l'éducation, à l'emploi, au revenu et au logement (Statistique Canada 1984). Souvent, les premiers possèdent une plus grande expérience de vie et de travail salarié dans la société non autochtone que les Indiens inscrits.

Au Témiscamingue, comme nous l'avons vu, la population algonquine subissait plus tôt les effets des

activités forestières et de la colonisation agricole. L'ouverture de la région fut vraiment consacrée en 1894, lorsque la ligne de chemin de fer du Canadien Pacifique atteignit le sud du Témiscamingue. Dès ce moment, bûcherons, agriculteurs et trappeurs étrangers s'y sont établis. Dans la région de Kipawa, au Témiscamingue, il y eut de nombreuses unions entre ces Eurocanadiens et les Amérindiennes. Leurs descendants furent, selon Moore (1982), les premiers autochtones de la région à allier vie en forêt et vie dans les villages, et à aborder le marché du travail plus ouvertement. Leur expertise en forêt alliée à la connaissance de la langue dominante faisaient d'eux des employés convoités. Les hommes travaillaient, entre autres emplois, à la coupe du bois, à la prospection, à la construction de barrages et à la prévention des feux de forêts. Les familles demeuraient alors dans de petits villages, et bien souvent ces établissements furent créés par des familles métisses : Hunter's Point, Wolf Lake et Brennan Lake en sont des exemples. Pour répondre à leur propre besoins de consommation et à la demande créée par les chantiers forestiers, les familles métis faisaient un peu d'agriculture. Cependant, ces occupations agricoles et le travail salarié temporaire ne suffisaient pas à assurer leur subsistance. Le piégeage demeurait toujours la source principale d'un revenu stable, et la nourriture sauvage tenait la première place dans l'alimentation.

Des années 1930 à 1940, en raison des rares possibilités d'emploi et des conditions de vie difficiles après les années de dépression, les familles métisses qui habitaient ces villages se sont ensuite déplacées vers d'autres communautés, dans la région de Kipawa ou à l'extérieur. Le prix extrêmement bas des fourrures avait forcé les trappeurs à augmenter leurs prises, conduisant à la diminution de nombre d'espèces animales (Moore 1982). Une législation du gouvernement en 1947 aurait également compromis les activités de piégeage des Métis et Indiens sans statut :

La loi de 1947 découpe à même les territoires traditionnels des territoires de trappe enregistrés qui viendront donner aux autres le droit de chasser sur des terres indiennes. Cette loi a porté un coup fatal à ce qui restait d'activité économique autochtone : les trappeurs blancs vont s'emparer des territoires. Les Indiens statués ont eu droit de chasse sur les réserves mais les non-statués, c'est-à-dire une bonne partie de la population autochtone du Nord-Ouest, se sont vus progressivement dépossédés. Le tour est simple : un père ne peut léguer son territoire, il doit le rétrocéder au Ministère qui, lui, l'alloue au trappeur inscrit au premier rang de la liste d'attente. En moins de vingt ans, la très grande majorité des Indiens sans statut ont ainsi perdu leurs territoires de trappe. (Laplanche 1979b : 229)

La plupart des autochtones originaires de Hunter's Point, Brennan Lake et Wolf Lake ont donc dû se dépla-

cer vers le village de Kipawa, où ils pouvaient trouver du travail tout en demeurant sur leur terre traditionnelle. Certains ont migré vers les villes du Témiscamingue ou vers North Bay, tandis que d'autres se sont déplacés plus au nord à Belleterre, Rouyn-Noranda et Val-d'Or (Moore 1982).

Beaucoup de Métis établis à Val-d'Or sont originaires de Belleterre. Dans ce village, les Métis travaillaient à la mine d'or, au moulin à scie, dans les pourvoiries et dans le secteur forestier. Sur le plan culturel, on admet généralement que les Métis partagent de multiples comportements et pratiques propres aux Amérindiens. Le piégeage, la chasse, la pêche et l'artisanat autochtone étaient des activités courantes chez les Métis et Indiens sans statut (Gendron 1983). Chez les Métis rencontrés à Val-d'Or, surtout chez les femmes et les personnes qui ont quitté Belleterre à un très jeune âge, ces pratiques ne revêtaient pas beaucoup d'importance, mais elles étaient fréquentes chez les hommes comme activités de loisir. Dans le village de Belleterre, les Métis se fréquentaient surtout entre eux et avaient de nombreux rapports avec des parents et amis de Winneway, une communauté amérindienne voisine. Mais les relations avec les non-autochtones étaient également bonnes, et leur expérience de vie et de travail avec ces derniers était beaucoup plus considérable et positive que celle des Algonquins vivant dans les réserves.

À l'époque où la mine d'or était en opération, le village comptait quelques milliers d'habitants. Depuis la fermeture de la mine en 1969, suivie bientôt d'une grève prolongée au moulin à scie, la population du village a diminué considérablement. Elle ne compte aujourd'hui que quelque cinq cents habitants (Statistique Canada 1988). En effet, à partir de ce moment, les familles métis, tout comme les familles non autochtones, ont quitté le village les unes après les autres.

Les premiers migrants métis choisirent Val-d'Or pour les possibilités d'emploi qu'elle offrait, notamment dans le domaine minier où plusieurs hommes avaient acquis une certaine expérience. À ses débuts, la migration n'était donc pas liée à la présence des organismes autochtones, comme c'est le cas aujourd'hui. Les Métis possédant une expérience de travail à la mine d'or ou au moulin à scie n'eurent en général pas de difficulté à se trouver un emploi. Par ailleurs, l'Alliance des Métis et Indiens sans statut, fondée en 1972, avait un bureau à Val-d'Or et parrainait plusieurs projets qui ont généré des emplois pour les Métis. Ensuite, la présence de parents et d'amis motivait ce choix, car elle garantissait ces réseaux de socialisation et d'entraide nécessaires à leur intégration. Il semble en effet que les familles métis apparentées se soient toujours regroupées et suivies dans leurs déplacements (Moore 1982). Les Métis qui ont quitté le



Au Centre d'entraide de Val-d'Or, on offre différents services, notamment des repas à bon prix.

(Photo Paul Brind'Amour)

village à la fin des années 70 affirment qu'à ce moment Belleterre était devenu un village fantôme où l'on ne trouvait guère d'emplois. Seules quelques personnes âgées y sont demeurées.

Les migrations en chaîne qui ont suivi les fermetures d'usines ont ainsi presque complètement vidé le village de ses familles métis. La migration a touché des familles complètes, contrairement aux Algonquins des réserves où les émigrants sont surtout de jeunes adultes sans enfants. Les Métis se sont presque tous retrouvés à Val-d'Or où ils constituent la majeure partie de la population autochtone résidente. Cette situation, nous le verrons, confère à leur expérience urbaine certaines particularités.

LE CONTEXTE URBAIN

Les autochtones de l'Abitibi-Témiscamingue qui se dirigent vers Val-d'Or se retrouvent en contexte familial. Cette ville est en effet devenue durant les années 70 la « capitale » des autochtones de la région de l'Abitibi-Témiscamingue – Baie James. La population autochtone de Val-d'Or est très visible en raison d'un flux de visiteurs amérindiens qui utilisent les nombreux services gouvernementaux et les services de santé orientés vers les communautés amérindiennes de la région. Des organismes cris issus de l'Entente de la Baie James y ont leur siège social. C'est également dans cette ville que

siégeaient le Conseil algonquin de l'ouest du Québec jusqu'à tout récemment et le bureau provincial de l'Alliance laurienne des Métis et Indiens sans statut, très actif vers la fin des années 70 et au début des années 80. On y trouve enfin un Centre d'entraide autochtone, dont l'objectif particulier est de servir la population autochtone de passage ou résidant à Val-d'Or.

La population autochtone de passage, celle qui utilise les divers services ou qui est en « transit », c'est-à-dire à la recherche d'emploi et de logement, ou travaillant temporairement avant de repartir vers d'autres horizons, est beaucoup plus importante que la population autochtone résidente. Cette dernière comptait au moment du recensement de 1986 quelque 260 membres (Statistique Canada 1988). Dans une étude récente sur les autochtones à Val-d'Or, Monique Laplante (1991) et son équipe de chercheurs ont réussi à recenser 250 autochtones et à en interroger 191. Parmi ces derniers, ils ont dénombré 120 Algonquins, 50 Cris, 9 Métis, 4 Inuit et 8 de diverses nations. Les Algonquins formeraient ainsi près des deux tiers de l'ensemble de la population autochtone de Val-d'Or. Toutefois, il semble que plusieurs de ces Algonquins soient en fait des Métis d'origine algonquienne. On apprend en effet dans cette enquête que la plupart des autochtones résidant à Val-d'Or sont nés dans une ville, et que près du tiers d'entre eux habitent Val-d'Or depuis plus de 10 ans. Il s'agit vraisemblablement de Métis ou d'Indiens sans statut, qui auraient obtenu leur statut. De plus, cette étude souligne que très peu d'autochtones parlent couramment une langue amérindienne; ils utilisent plutôt l'anglais. Or, la plupart des Algonquins des réserves que j'ai rencontrés, même les plus jeunes, font toujours usage de leur langue maternelle; le français est leur langue seconde. Il y aurait donc très peu d'Algonquins originaires des réserves établis à Val-d'Or. En ce qui concerne les Cris, cette enquête les évalue à un peu plus du quart de la population autochtone de Val-d'Or. Cependant, une soixantaine de Cris auraient refusé d'y participer, la plupart des répondants cris étant des étudiants de niveau secondaire hébergés chez des familles valdoriennes. Il est donc difficile d'évaluer leur proportion exacte par rapport à l'ensemble de la population autochtone de Val-d'Or.

Bien que les Amérindiens originaires des réserves soient peu nombreux à résider de manière permanente à Val-d'Or, plusieurs Algonquins et Cris, même ceux des communautés éloignées, visitent assidûment cette ville. Par exemple, des Algonquins viennent de Grand-Lac-Victoria, une des communautés algonquines les plus isolées et traditionnelles, située à 66 km au sud de Val-d'Or. Certains s'y dirigent plusieurs fois par semaine pour faire des achats, reconduire leurs enfants à l'aréna ou rencontrer des connaissances. Un grand nombre de Cris font

aussi un saut à Val-d'Or les fins de semaine, surtout pendant le temps des fêtes, à la grande joie des commerçants pour qui, dit-on, cette clientèle serait fort lucrative; elle leur rapporte deux ou trois millions de dollars pendant le tournoi annuel de hockey cri en décembre (Vastel 1992). De plus, plusieurs enfants des réserves algonquines et cris poursuivent leurs études secondaires à Val-d'Or. Enfin, des événements socio-culturels organisés par les autochtones, tels le Bingo, un festival de films autochtones, un tournoi de balle et un festival de musique « Jam Session » pendant plusieurs étés, ont acquis au fil du temps une grande popularité et attirent les Amérindiens des communautés environnantes.

La familiarité de la ville évite certains problèmes aux autochtones qui s'y établissent. À Val-d'Or, ils connaissent les endroits qui peuvent leur être utiles en cas de difficultés, et rares sont ceux qui s'y sentent isolés. La population autochtone étant peu nombreuse, tout le monde connaît tout le monde, ou presque. La taille réduite de la ville permet de nombreuses rencontres sur la seule grande rue commerciale, dans les bars à clientèle presque exclusivement autochtone ou dans les restaurants. Aussi, on ne rencontre pas cette catégorie d'Amérindiens sans abri typique des grands centres urbains et qui constitue une bonne partie de la clientèle des organismes d'aide tels que l'Armée du salut (Dosman 1972). Au Centre d'entraide autochtone, par exemple, cette clientèle est aujourd'hui peu représentée, la plupart des clients hébergés au centre étant des patients cris de passage en ville pour des soins de santé.

Cela dit, des problèmes existent, dont le principal serait le logement. Les autochtones ne se plaignent pas tant de la discrimination à leur égard que du prix élevé du loyer, qui est basé sur le salaire des mines. Pour pallier ce problème, l'hébergement des pairs est pratique courante. L'autre solution : une coopérative d'habitation à loyer modique pour les autochtones, que l'on a baptisée « les Résidences Wawaté ». Celle-ci a été mise sur pied grâce aux efforts du Centre d'entraide autochtone de Val-d'Or et de la Corporation d'habitation Waskahegan, une société autochtone ayant réalisé des projets un peu partout au Québec. Inauguré en 1986, ce projet fut réalisé en raison des conditions précaires de logement dans lesquelles vivaient plusieurs familles autochtones à Val-d'Or. Aux Résidences Wawaté, le loyer est calculé en fonction du revenu et ne peut dépasser 25 % du salaire brut. En 1989, il y avait vingt-sept unités familiales et les responsables projetaient d'en construire de nouvelles puisqu'une trentaine de familles de Val-d'Or se trouvaient sur une liste d'attente, sans compter les demandes qui affluent de l'extérieur.

Ce regroupement d'autochtones a ses bons et ses mauvais côtés. Plusieurs autochtones, surtout les Algon-

quins qui ont vécu dans les réserves m'ont décrit les Résidences Wawaté comme « la réserve en ville », parce qu'elles présentent certaines caractéristiques similaires : maisons toutes identiques alignées sur des rues non asphaltées et dépourvues d'arbres, rues qui fourmillent d'enfants souvent laissés à eux-mêmes. De plus, tout le monde connaît les affaires de tout le monde, et les problèmes d'alcool qu'éprouvent certains individus augmenteraient les incidents de violence conjugale ou de délinquance chez les jeunes. Par contre, on y trouve certains avantages : loyer abordable, entraide interfamiliale pour le gardiennage, transport, réparations et dépannages financiers. Les fréquentations amicales, surtout chez les Métis qui sont nombreux à y résider, contribuent à maintenir les liens entre autochtones.

L'emploi est également une source de problèmes. La situation semble plus difficile pour les jeunes autochtones, Algonquins et Métis, qui sont exclus autant du secteur privé que du milieu autochtone, si ce n'est pour y effectuer des stages ou des travaux communautaires réservés aux bénéficiaires de l'assistance sociale. Ces problèmes d'emplois ne sont toutefois pas l'apanage des autochtones puisque l'ensemble de la population urbaine et rurale de l'Abitibi-Témiscamingue subit les contre-coups de la récession économique et des difficultés du secteur minier (Vastel 1992).

TRAVAILLER EN MILIEU AUTOCHTONE

L'enquête de Monique Laplante (1991) et un sondage réalisé par un agent de Travail Québec que j'ai interrogé à Val-d'Or nous apprennent qu'un peu plus de 70 % des autochtones qui ont un emploi sont engagés par des organismes autochtones ou sont recrutés par divers organismes ayant une clientèle autochtone. Diverses causes seraient à l'origine de cette situation : manque de scolarité ou d'expérience, discrimination, choix d'œuvrer dans leur propre milieu.

Les Algonquins des réserves que j'ai interrogés n'avaient eu quasi aucune insertion dans le monde du travail non autochtone. Ils affirmaient n'avoir subi aucune discrimination lors d'une demande d'emploi puisque très souvent ils n'en avaient pas même effectué une seule. Ils invoquent à ce sujet leur désir de travailler avec et pour leurs pairs, d'éviter l'organisation du travail par trop compartimentée et stressante caractéristique des Blancs. Des jeunes Métis m'ont aussi mentionné qu'ils aiment travailler à la plantation d'arbres en autant qu'ils forment équipe avec d'autres autochtones. Plutôt que de faire une recherche d'emploi exhaustive, plusieurs Algonquins retournaient dans les réserves lorsqu'il n'y

avait plus de possibilité de travail en milieu autochtone, attendant une nouvelle ouverture. Les hommes métis plus âgés et les femmes métis en général avaient une plus grande expérience de travail dans le secteur privé à Val-d'Or. Les premiers dans des entreprises liées aux secteurs minier ou forestier, ou à celui de la construction, les secondes dans le secteur des services ou la restauration.

Les organismes autochtones jouent ainsi un rôle primordial parce qu'ils permettent aux autochtones d'acquérir une formation et une expérience de travail que ceux-ci peuvent ou veulent difficilement trouver ailleurs. De plus, ils sont un lieu de rassemblement entre autochtones, entre Algonquins originaires des réserves et Métis qui, hormis au travail, entretiennent peu de relations. Il semble en effet y avoir un mur entre ceux-ci, et cette division se manifeste dans le discours des autochtones interrogés. Certains Algonquins parlent des Métis comme des « Indiens acculturés ». Des Métis disent être ignorés dans la rue par les Amérindiens ou se faire regarder comme des intrus lors de certains rassemblements :

Quand je suis avec des Indiens je me sens différente, à part. Quand je vais dîner au Centre par exemple, je sens parfois le regard des patients indiens qui me regardent comme si je n'avais pas d'affaire là. L'été dernier, j'étais à la dernière assemblée annuelle du Conseil algonquin. On m'avait demandée d'être secrétaire. Pendant cette assemblée, l'atmosphère était traditionaliste. Il y avait la tente de purification. Un Algonquin pendant l'assemblée m'a pointée du doigt avec quelques Blancs qui étaient là en demandant qu'est-ce qu'on faisait là, en disant qu'on avait pas d'affaire là. Je me suis sentie très mal. J'avoue avoir de la difficulté à comprendre les traditionalistes, ce retour aux traditions. C'est pourquoi je me sens mieux avec les Métis, des gens qui vivent la même chose que moi. (Danielle, 26 ans, Belleterre)⁷

Toutefois, ce clivage se produit également entre Amérindiens, entre traditionalistes et ceux qui n'ont rien appris de la culture traditionnelle, entre les citadins et ceux qui caressent un idéal de vie sur les territoires ancestraux. Ainsi, deux Amérindiennes qui ont passé plusieurs années de leur vie en milieu urbain racontent :

Il y a du racisme qui existe entre Indiens, pas seulement entre Indiens et Blancs. Comme par exemple l'expression *apple* qui veut dire quelqu'un de rouge en dehors et blanc en dedans. Je me suis fait dire ça une fois, car j'ai habité longtemps en ville. Ça m'a choquée. Quand un Indien se retrouve à Montréal c'est tout à fait logique qu'il ne chassera pas et ne pêchera pas et on n'a pas besoin d'un ethnologue pour comprendre ça. Ça ne veut pas dire qu'il n'est plus indien. (Marie, 35 ans, Témiscamingue)

Quand j'étais en milieu inuit, les gens savaient que j'étais indienne mais ils ne me considéraient pas comme une Indienne.



La 3e Avenue, à Val-d'Or, un lieu de rencontre et d'échanges autochtones.
(Photo Paul Brind'Amour)

Plus les gens ont des traditions, plus ils voient les gens différents. Moi je ne fais pas d'activités traditionnelles, je n'ai jamais appris la tradition. J'aime le bois, mais je n'aime pas la chasse, je ne mange presque pas de viande. Depuis mon enfance je sais que j'appartiens à la nation indienne. Je cherche à comprendre ce qui m'entoure, ceux qui sont autochtones, être en relation avec eux. J'aime explorer le monde spirituel autochtone. Je n'en sens pas une obligation, je le fais par intérêt, par curiosité. Je cherche à avoir des connaissances sur les autochtones plutôt que la tradition.

Je me sens plus proche des autochtones qui, comme moi, n'ont pas été élevés dans la tradition. En ville, je me sentais bien avec ceux qui avaient vécu comme moi avec des non-autochtones. (Pauline, 37 ans, Odanak)

Les autochtones se regroupent le plus souvent avec des parents ou amis du même lieu d'origine ou avec certains qui partagent les mêmes expériences de vie et de travail en milieu urbain. Il y a peu d'échange entre les différents groupes bien que l'on trouve un terrain d'entente au travail en milieu autochtone. Même si les Métis et les Algonquins se fréquentent peu en dehors des heures de travail, j'ai pu observer des liens très amicaux au bureau. Des Métis, et des Amérindiens qui n'avaient rien appris de la tradition, affirment que le travail en milieu autochtone leur a permis de mieux connaître la réalité amérindienne et de renouer des liens, parfois interrompus, avec leur culture d'origine. De plus, des individus tentent de briser cette division et s'efforcent de réunir les autochtones en organisant un ensemble d'activités socio-culturelles et récréatives.

LA PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS AUTOCHTONES

Ces efforts viennent principalement des personnes qui œuvrent au Centre d'entraide autochtone. Dans les années 70, le Centre s'était orienté surtout vers les services d'assistance, de référence et d'hébergement, puisqu'il desservait une clientèle de passage et disposait d'un financement réduit. Avec les années 80, les programmes et les activités ayant comme objectif de permettre à la population autochtone de Val-d'Or de se rencontrer et d'échanger se sont accrus et diversifiés. Certaines activités du Centre, qui collabore avec le Conseil algonquin et les Conseils de bande des réserves les plus proches, telles celles de Lac-Simon et de Pikogan, visent manifestement à maintenir les rapports entre les autochtones urbains et ruraux et à les encourager à préserver leur identité culturelle. Ainsi, en 1985, ils organisèrent une rencontre de Sages algonquins sur un lieu de rassemblement traditionnel à l'île Siscoe⁸. Lors de cette rencontre, les Sages ont abordé avec les participants plusieurs sujets tels que la vie spirituelle et la survie culturelle. Un voyage destiné aux jeunes autochtones sur des routes de canotage algonquines traditionnelles fut aussi fort apprécié. Les Cris participent peu aux divers événements du Centre, bien que ceux-ci soient accessibles à tous les autochtones. Depuis la fondation du Centre, peu de Cris ont été membres de son Conseil d'administration ou de son personnel. Ils sont moins nombreux que les Algonquins à résider de manière permanente à Val-d'Or et certaines communautés crées sont assez éloignées, mais il semble surtout qu'ils entretiennent peu de rapports avec les autochtones d'origine algonquine et que la division se manifeste également entre ces deux groupes. Toutefois, le Centre est en relation constante avec les communautés crées pour planifier les déplacements, l'accueil et l'hébergement des patients crés en séjour à Val-d'Or pour des soins de santé.

Malgré la réussite de quelques projets, de nombreuses tentatives de regroupement se heurtent fréquemment à l'indifférence des autochtones, ce qui ne serait pas sans liens avec le nombre peu élevé de résidents autochtones et la proximité des réserves. En effet, un certain nombre d'études sur l'urbanisation des autochtones en général souligne leur effort à se bâtir une vie communautaire en milieu urbain ou, du moins, à se regrouper pour participer à des activités qui leur sont réservées. Dans plusieurs grandes villes américaines, ces efforts connaissent le succès. Les autochtones se concentrent dans les mêmes quartiers et gravitent, entre autres, autour d'organisations politiques amérindiennes très actives, des clubs sociaux,

des écoles et des collèges amérindiens (Stanley et Thomas 1978; Mucha 1983 et 1984; Garbarino 1971). Un fait attire l'attention : ces villes se situent loin des réserves et regroupent une forte population amérindienne. Ainsi, à Los Angeles, San Francisco, Chicago et Détroit, on trouve des milliers d'autochtones de nations diverses qui ont développé une vie sociale distincte et une identité collective urbaine. Dans bien d'autres cités, le noyau véritable de la vie sociale autochtone consiste tout simplement en des réseaux de parents, d'amis ou des bars locaux (Stanley et Thomas 1978; Guillemain 1975; Brody 1972). Ces données concordent avec mes observations à Val-d'Or. Dans cette ville située à proximité des réserves, il est difficile de dissocier complètement le contexte urbain des milieux d'origine. Les rapports entre la population autochtone urbaine et celle des communautés d'origine sont constants, surtout chez les Algonquins. Bien que ces rapports puissent exister dans des villes éloignées des réserves, il semble que dans des centres urbains situés près de celles-ci, ils soient plus fréquents et, pour cette

raison, les Amérindiens n'y développeraient aucune vie sociale organisée et distincte (Stanley et Thomas 1978).

LES LIENS MAINTENUS AVEC LES MILIEUX D'ORIGINE

À Val-d'Or, ce sont toujours les mêmes familles, des Métis principalement, qui participent aux activités réunissant les autochtones. Les Métis semblent en effet beaucoup plus intéressés à se créer une vie communautaire autochtone à Val-d'Or que les Algonquins originaires des réserves. Ces derniers, dans l'ensemble, ont peu le désir de s'engager en milieu urbain et sont loin de se considérer comme des citoyens. Ils entretiennent des liens suivis avec leur parenté demeurée dans les réserves. Ils continuent de participer aux assemblées politiques et à divers événements dans leurs communautés. Chez plusieurs Algonquins, j'ai pu observer des mouve-



Des membres du personnel, au Centre d'entraide de Val-d'Or.
(Photo Paul Brind'Amour)

ments de retour à la réserve lors des périodes de chômage ou lorsqu'il y avait possibilité d'emploi. D'autres passent ces périodes de chômage à trapper sur leurs territoires de chasse.

Il semble ainsi que l'existence des réserves confère à l'expérience urbaine des Amérindiens une certaine spécificité. En effet, des études soulignent le caractère particulier des migrations chez les Amérindiens en raison d'un modèle de déplacements fréquents entre les réserves et les villes et mentionnent également l'importance des mouvements de retour vers les réserves après une certaine période de migration (Price et McCaskill 1974; Bernèche 1984; Guillemin 1975). Pour plusieurs migrants, la réserve peut être considérée comme un endroit plus sécuritaire pour finir ses vieux jours. Certains adultes migrants vont même parfois laisser leurs enfants à la réserve pour qu'ils y soient éduqués (Guillemin 1975).

Les retours au lieu d'origine peuvent être perçus comme des signes d'échec à l'urbanisation. Or, il semble que plusieurs Amérindiens retournent à la réserve après s'être établis en milieu urbain tout simplement parce qu'ils n'ont jamais eu l'intention de s'enraciner en ville ou de devenir des citoyens modèles. La réserve, malgré ses problèmes, demeure toujours leur « chez-soi ». Cela dit, les déplacements sont également liés aux types d'emplois auxquels les Amérindiens sont confinés, principalement des situations temporaires qui n'offrent aucune sécurité d'emploi.

Par ailleurs, les Amérindiens ne caressent pas tous un idéal de retour à la communauté, soit en réserve, soit sur les territoires ancestraux. À ce sujet, certaines femmes amérindiennes m'ont semblé avoir un désir beaucoup moins prononcé de quitter la ville pour retourner dans la réserve. Une question demeure : dans quelle mesure la réalité des femmes dans les réserves, où elles sont souvent victimes d'inceste et de violence, n'est-elle pas à l'origine de cette différence entre les projets des hommes et ceux des femmes ? De l'avis des femmes algonquines qui s'étaient mariées avec des non-Amérindiens, les mariages mixtes constituent aussi un obstacle au retour dans les réserves puisqu'en général, les conjoints non autochtones sont rarement acceptés :

À 17 ans, je me suis mariée avec un Blanc. Pour mon père, la famille était très importante. Il a toujours voulu que la famille soit unie et il voulait que je reste en famille à la réserve. Mon mari est venu habiter dans la réserve. À cette époque, une Indienne qui mariait un Blanc perdait automatiquement son statut. La communauté n'a jamais accepté que je vive avec mon mari à la réserve. Les gens nous ont fait sentir qu'on avait pas d'affaire là. Je me suis fait mettre dehors en quelque sorte. J'ai été choquée et j'avoue que ceci a refroidi mon contact avec la communauté pour un bon bout de temps. (Suzanne, 38 ans, Pikogan)

CONCLUSION

Les réserves semblent donc jouer un rôle continu dans l'existence de la plupart des Amérindiens vivant en milieu urbain : c'est là que réside la majeure partie des membres de la communauté. Elles sont un centre d'organisation politique, et elles demeurent un foyer où retourner en cas de nécessité. La plupart des Métis ne disposent pas de telles attaches, ce qui peut expliquer qu'ils tendent davantage à s'établir de manière durable en milieu urbain et à se considérer comme citoyens. De plus, ils ont une plus grande expérience de vie et de travail dans la société non autochtone et de ce fait, ils s'intègrent probablement mieux au milieu urbain que les Algonquins pour qui l'urbanisation est une réalité assez récente. Pour ce qui est de leur avenir à Val-d'Or, il serait intéressant de voir s'il y aura éventuellement formation d'une enclave autochtone, autour des résidences Wawaté par exemple, ou du moins d'examiner plus spécifiquement leur rôle dans le développement futur de la communauté autochtone.

Chez les Algonquins de la région de l'Abitibi-Témiscamingue, la migration vers les villes est encore un phénomène marginal et relativement récent, comparé à d'autres populations amérindiennes vivant au sud du Québec tels les Mohawks (Einhorn 1973). Bien que les Algonquins se sentent en terrain connu à Val-d'Or, plusieurs refusent de s'y intégrer. Ils connaissent et apprécient le milieu urbain, mais on ne peut encore les considérer comme des « citoyens » accomplis. Étant davantage des migrants, ils gravitent entre les deux milieux, sans trop bien savoir ce que l'avenir leur réserve :

J'aimerais bien avoir des enfants. Mais je ne les élèverais pas à Pikogan, car les gens auraient une mauvaise influence. Là-bas, les gens parlent beaucoup mais ne font rien à cause du brainwash catholique. Il n'y a plus d'énergie. C'est important ce que j'ai vécu à l'extérieur, mes voyages, mon expérience spirituelle. Mais mes frères en réserve ne comprennent pas. Ils me considèrent comme un jeune enfant. Pourtant, c'est ma vie à l'extérieur qui m'a fait renouer avec ma culture. Pour mes frères, l'expérience à l'extérieur est une expérience de travail et ils ne comprennent pas qu'il y a autre chose de valable [...] Mais la vie en ville n'est pas l'idéal pour sauvegarder la culture, surtout pas dans des maisons toutes enlignées comme sur la rue Louise Lemay (Résidences Wawaté), c'est comme une réserve. J'aimerais vivre dans une communauté près d'une ville mais avec des habitations dispersées, avec de l'espace. Ce qui manque aussi en ville, mais aussi dans les réserves, ce sont des leaders culturels et spirituels. À Val-d'Or, il n'y a que des leaders politiques. (Marc, 27 ans, Pikogan)

Les jeunes générations vivent une transition importante dans l'histoire des Algonquins qui ont expérimenté dans les dernières décennies des bouleversements importants. Pour l'instant, leurs démarches s'orientent surtout du côté autochtone, peut-être parce qu'ils ressentent le besoin d'affirmer leur identité, qu'ils ont peur de se faire rejeter ou d'être assimilés par la société non amérindienne. Cependant, l'émigration vers les milieux urbains devrait s'accroître, ou du moins se maintenir, compte tenu du sous-développement économique qui caractérise la plupart des réserves et de la croissance démographique de la population algonquaine.

NOTES

¹ Le terme « autochtone » réfère ici à l'ensemble des descendants des premiers habitants du pays, incluant les Amérindiens avec et sans statut, les Métis et les Inuit.

² Selon Statistique Canada (1984), quatre autochtones sur dix ont élu domicile dans les régions urbaines.

³ New York (Einhorn 1973), Chicago (Garbarino 1971; Mucha 1983 et 1984), Denver (Graves 1970), Boston (Guillemin 1975) et Los Angeles (Price 1968); au Canada, à Saskatoon (Dosman 1972), Winnipeg (McCaskill 1970), Toronto (Nagler 1970) et Vancouver (Stanbury 1975), pour n'en citer que quelques-unes.

⁴ La migration des autochtones vers les petites villes environnantes des réserves est un phénomène peu étudié. Or, au Canada, il semble que très peu d'autochtones se dirigent vers les grands centres urbains puisque seulement 24 % des autochtones urbains demeurent dans des villes de plus de 100 000 habitants (Statistique Canada 1984). Aux États-Unis également, les Amérindiens se dirigeraient autant vers les petites villes près des réserves que vers les grands centres (Neils 1971). En se concentrant sur la vie des autochtones dans ces grandes villes, que ces derniers connaissent moins bien et où ils peuvent se sentir isolés, les chercheurs ont contribué d'une certaine manière à exagérer les difficultés éprouvées par les autochtones en milieu urbain.

⁵ Les données qui forment la trame de cet article proviennent principalement d'une recherche documentaire et de trajectoires de vie recueillies auprès d'une vingtaine d'autochtones résidant à Val-d'Or, qui ont servi à la réalisation d'un mémoire de maîtrise (Montpetit 1989). Pendant l'enquête de terrain de six mois à Val-d'Or, j'ai effectué des recherches sur l'histoire du Centre d'entraide autochtone de Val-d'Or et participé à des activités réunissant les autochtones de la ville et des environs.

⁶ C'est ce qui ressort des témoignages des Algonquins rencontrés à Val-d'Or. De plus, une enquête réalisée à Val-d'Or par Monique Laplante (1991) montre que très peu d'autochtones nés dans des réserves résident à Val-d'Or.

⁷ Il s'agit de prénoms fictifs. Le lieu indiqué est le milieu d'origine.

⁸ « Askigwash », réalisée par Radio-Québec.

OUVRAGES CITÉS

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADA, 1989 : *Points saillants du recensement de 1986 sur les Indiens inscrits : tableaux annotés*. Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services Canada.

BALIKCI, Asen, 1968 : « Bad Friends ». *Human Organization* 27(3) : 191-199.

BERNÈCHE, Francine, 1984 : « La migration de la population indienne du Québec, 1966-1974 », in L. Normandeau et V. Piché (éd.), *Les populations amérindiennes et inuit du Canada. Aperçu démographique*. Les Presses de l'Université de Montréal, Collection « Démographie canadienne » 8 : 224-257.

BRODY, Hugh, 1972 : *Les Indiens dans le quartier interlope*. Ottawa, Information Canada.

CHADWICK, Bruce A., et Joseph STAUSS, 1975 : « The Assimilation of American Indians into Urban Society : The Seattle Case ». *Human Organization* 34 : 359-369.

CHALIFOUX, Fernand, 1975 : « Les Métis et Indiens sans statut ou les pires conditions de logement au Québec ». *Recherches amérindiennes au Québec* 4 (4) : 70-74.

COUTURE, Yvon H., 1983 : *Les Algonquins*. Val-d'Or, Éditions Hyperborée.

DOSMAN, Edgar J., 1972 : *Indians : The Urban Dilemma*. Toronto, McClelland and Stewart.

DUNNING, R. W., 1964 : « Some Problems of Reserve Indians Communities : A Case Study ». *Anthropologica*, N.S. 6(1) : 3-38.

EINHORN, Arthur, 1973 : « The Indians of New York City », in J. O. Waddell et O. M. Watson (éd.), *American Indian Urbanization*. Purdue University, Institute Monograph Series 4 : 90-100.

GARBARINO, Merwyn S., 1971 : « Life in the City : Chicago », in J. O. Waddell et O. M. Watson (éd.), *The American Indian in Urban Society*. Boston, Little, Brown and Company : 168-203.

GAUVREAU, Danielle, Francine BERNÈCHE, et Juan A. FERNANDEZ, 1982 : « La population des Métis et des Indiens sans statut : essai d'estimation et de distribution spatiale ». *Recherches amérindiennes au Québec* 12 (2) : 95-103.

GENDRON, Gaétan, 1983 : *L'affirmation ethnique chez les Métis et Indiens sans statut du Québec : ambiguïté et tensions*. Thèse de maîtrise en anthropologie, Université Laval.

GRAVES, Theodore D., 1970 : « The Personal Adjustment of Navajo Indian Migrants to Denver, Colorado ». *American Anthropologist* 72 : 35-54.

GUILLEMIN, Jeanne E., 1975 : *Urban Renegades : The Cultural Strategy of American Indians*. New York, Columbia University Press.

HAWTHORN, H. B., 1966 : *A Survey of the Contemporary Indians of Canada*. Ottawa, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

HOLDEN, D. E., 1969 : « Modernization among Town and Bush Cree in Québec ». *Canadian Review of Sociology and Anthropology* 6(4) : 237-248.

- HONIGMANN, John J., 1965 : « Social Disintegration in Five Northern Canadian Communities ». *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie* 2 : 199-214.
- , 1968 : « Interpersonal Relations in Atomistic Communities ». *Human Organization* 27(3) : 220-229.
- KISTABISH, Richard, 1982 : « La santé chez les Algonquins ». *Recherches amérindiennes au Québec* 12(1) : 29-32.
- , 1987 : *Santé algonquine. Document de réflexion*. Conseil algonquin de l'ouest du Québec.
- KRUTZ, Gordon V., 1973 : « Compartmentalization as a Factor in Urban Adjustment : the Kiowa Case », in J. O. Waddell et O. M. Watson (éd.), *American Indian Urbanization*. Purdue University, Institute Monograph Series 4 : 101-116.
- LAMBERT, Carmen, 1979 : « Les Amérindiens du Québec », in *Perspectives anthropologiques. Un collectif d'anthropologues québécois*. Ottawa, Éditions du Renouveau pédagogique, pp. 267-287.
- LAPLANTE, Monique, 1991 : *Les autochtones de Val-d'Or : études sur les autochtones vivant en milieu urbain*. Val-d'Or, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.
- LAPLANTE, Robert, 1979a : *L'enfermement des Algonquins*. Texte manuscrit. Société d'histoire de Val-d'Or.
- , 1979b : « Kipawa - Chronique des commencements ». *Recherches amérindiennes au Québec* 9(3) : 219-236.
- MCCASKILL, Don N., 1970 : *Migration, Adjustment, and Integration of the Indians Into the Urban Environment*. Thèse de maîtrise, Université Carleton, Ottawa.
- MONTPETIT, Christiane, 1989 : *Trajectoires de vie de migrants autochtones à Val-d'Or*. Mémoire de maîtrise en anthropologie, Université de Montréal.
- MOORE, Kermot A., 1982 : *Kipawa : Portrait of a People*. Highway Book Shop, Cobalt, Ontario.
- MUCHA, Janusz, 1983 : « From Prairie to the City : Transformation of Chicago's American Indian Community ». *Urban Anthropology* 12(3-4) : 337-371.
- , 1984 : « American Indian Success in the Urban Setting ». *Urban Anthropology* 13(4) : 329-354.
- NAGLER, Mark, 1970 : *Indians in the City*. Ottawa, Centre canadien de recherches en anthropologie, Université Saint-Paul.
- NEILS, Elaine M., 1971 : *Reservation to City : Indian Migration and Federal Relocation*. Chicago, University of Chicago Press.
- PAREDES, J. Anthony, 1973 : « Interaction and Adaptation Among Small City Chippewa », in J. O. Waddell et O. M. Watson (éd.), *American Indian Urbanization*. Purdue University, Institute Monograph Series : 4 : 51-73.
- PRICE, John A., 1968 : « The Migration and Adaptation of American Indians to Los Angeles ». *Human Organization* 27(2) : 168-175.
- PRICE, John A., et Don N. McCASKILL, 1974 : « The Urban Integration of Canadian Native People ». *Western Canadian Journal of Anthropology* 4(2) : 29-47.
- QUÉBEC, 1988 : *Les Autochtones au Québec*. Secrétariat aux Affaires autochtones, Les Publications du Québec.
- RANKIN, Sandra, Hanson McKENZIE et Gordon McDOUGALL, 1985 : *En images et en mots*. Document disponible au Centre d'entraide autochtone de Val-d'Or.
- ROY, Prodipto, 1962 : « The Measurement of Assimilation : The Spokane Indians ». *American Journal of Sociology* 67 : 541-551.
- STANBURY, W.T., 1975 : *Success and Failure : Indians in Urban Society*. Vancouver, UBC Press.
- STANLEY, Sam, et Robert K. THOMAS, 1978 : « Current Demographic and Social Trends Among North American Indians ». *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences* 436 : 111.
- STATISTIQUE CANADA, 1984 : *Les Autochtones du Canada. Recensement du Canada de 1981*. Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services Canada.
- , 1988 : *Recensement Canada 1986. Profils*. Ottawa.
- TAX, Sol, 1978 : « The Impact of Urbanization on American Indians ». *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences* 436 : 121-136.
- VASTEL, Michel, 1992 : « La reconquête de l'Abitibi ». *L'Actualité*, août : 52-58.
- WALDRAM, James B., 1990 : « The Persistence of Traditional Medicine in Urban Areas : the Case of Canada's Indians ». *American and Alaska Native Mental Health Research* 4(1) : 9-29.